



CONSEIL NATIONAL DES CHÔMEURS ET CHÔMEUSES

Revue de presse du Conseil National des Chômeurs et Chômeuses (CNC) - 28 janvier 2009

Notre revue de presse publie des articles parus dans la presse d'ici et d'ailleurs. Les opinions émises dans ces textes ne reflètent pas nécessairement les positions du CNC ou de ses membres. Le choix des articles est basé sur quatre grandes thématiques : l'assurance-emploi, l'assurance-chômage, l'économie et le marché du travail. Pour terminer, la revue de presse du CNC n'a qu'un seul but, soit celui de vous informer.

Bonne lecture !

Comité communication-CNC

Spécial budget fédéral 2009 (2)

Le Devoir, 28 janvier 2009 - Flaherty prolonge de cinq semaines la durée des prestations d'assurance-emploi

Comme prévu, le budget fédéral réserve une large place aux mesures destinées à la formation et à l'assurance emploi, après des demandes pressantes des gouvernements du Québec et de l'Ontario, notamment, et des organisations syndicales.

Parmi les diverses mesures que le ministre des Finances, Jim Flaherty, pouvait prendre pour améliorer le régime d'assurance emploi, il a choisi celle de prolonger de cinq semaines la durée des prestations d'assurance emploi.

La mesure ne vaudra toutefois que pour les prestations régulières, seulement pour les deux prochaines années, à cause de la crise, et jusqu'à concurrence de 50 semaines.

Cette mesure à elle seule coûtera 575 millions par année, soit 1,15 milliard sur deux

ans.

Le ministre québécois de l'Emploi et de la Solidarité sociale, Sam Hamad, avait spécifiquement demandé d'assouplir le régime d'assurance emploi de manière à ce que davantage de personnes se qualifient et qu'elles reçoivent des prestations pour de plus longues périodes. Le porte-parole du Conseil national des chômeurs et chômeuses, Pierre Céré, a d'ailleurs déploré l'absence de mesures en ce sens dans le budget.

Il importe de noter que, lorsque les prestations d'assurance emploi sont terminées, les prestataires qui n'ont pu trouver un autre emploi se retrouvent souvent à l'aide sociale, un régime qui relève des provinces, non du fédéral. La prolongation de cinq semaines des prestations d'assurance emploi apportera donc un peu de répit aux provinces aussi. Mais il ne s'agissait pas là d'une priorité, selon M. Céré, qui a rappelé qu'à peine 10 % des chômeurs utilisent toutes les semaines auxquelles ils ont droit.

Seconde mesure, une somme de 500 millions sur deux ans sera également consacrée à la prolongation des prestations d'assurance emploi pour les personnes qui suivent une formation de longue durée. Il s'agit de formations qui peuvent durer six mois, par exemple. Ces sommes seront remises aux provinces, qui s'occupent de la formation.

On prévoit que 10 000 personnes pourraient bénéficier de cette prolongation, qui vise à donner plus de temps et de ressources pour acquérir de nouvelles compétences.

Troisième mesure: le système de travail partagé, qui permet d'éviter des mises à pied en adoptant un horaire de travail réduit, sera aussi amélioré. Au total, cette troisième amélioration coûtera 200 millions sur deux ans.

Les fonctionnaires ont indiqué que, pour l'exercice budgétaire 2006-07, 1 328 000 Canadiens ont touché des prestations régulières de l'assurance emploi au Canada. En 2008-09, les prestations d'assurance emploi devraient atteindre 15,6 milliards, reflétant ainsi une hausse du taux de chômage.

Gel des taux de cotisation

Le gouvernement gèlera aussi les taux de cotisation à l'assurance emploi pour 2009 et 2010. Ce taux demeurera donc à 1,73 \$ par tranche de 100 \$ de masse salariale.

Le fait de ne pas hausser le taux de cotisation pour atteindre le taux d'équilibre

coûte 4,5 milliards au régime. Dans son budget, le ministre des Finances, Jim Flaherty, décrit cette somme comme «une mesure qui stimulera l'économie à hauteur de 4,5 milliards».

En matière de formation cette fois, une autre demande martelée par le premier ministre du Québec, Jean Charest, le gouvernement fédéral y va d'une somme de 1,9 milliard. Peu de détails sont cependant livrés dans le budget, qui parle de «possibilités de perfectionnement professionnel à court et à long terme dans une mesure sans précédent pour les travailleurs de tous les secteurs de l'économie canadienne». On s'attend à ce que les secteurs de l'économie les plus touchés par le ralentissement au Québec, le manufacturier et le forestier, en bénéficient particulièrement.

Bloc Québécois, 28 janvier 2009 - Le Bloc Québécois va voter contre ce budget injuste et idéologique, qui ne répond pas aux priorités du Québec

« Ce budget est tout à fait inacceptable pour le Québec et pour une population qui, en période de crise économique, est en droit de s'attendre à des mesures adéquates et suffisantes de la part du gouvernement fédéral, qui en a pourtant les moyens. En temps de crise économique, nous nous serions pourtant attendus à ce qu'Ottawa prenne en compte les besoins exprimés par la population et ses représentants élus », a déclaré le chef du Bloc Québécois, **Gilles Duceppe**, en réagissant au budget conservateur.

Le chef du Bloc Québécois a souligné qu'en prévision du budget, le Québec a été très clair à propos de ses besoins, adoptant même à l'unanimité une motion à l'Assemblée nationale. « Fidèle au mandat que les Québécoises et les Québécois nous ont confié, le Bloc Québécois a agi de façon responsable en présentant un plan détaillé, chiffré et réaliste, dès le mois de novembre. Ce plan reprend les grands consensus québécois et notre rôle est de les défendre ici, à Ottawa. Mais Stephen Harper a choisi de ne pas répondre aux demandes du Québec. Au lieu d'aider le Québec, le gouvernement Harper a décidé de le priver de moyens importants pour faire face à la crise. À l'inverse, le chef conservateur a choisi de répondre aux vœux de l'Ontario et de l'Ouest », a expliqué **Gilles Duceppe**.

« À titre d'exemple, le gouvernement offre des mesures principalement destinées à l'Ontario qui s'élèvent à près de 4 milliards de dollars. Le secteur automobile, qui est largement concentré en Ontario, recevra 2,7 milliards de dollars, tandis que le sud de l'Ontario recevra un milliard, un milliard pris au Québec. Les secteurs

forestier et manufacturier du Québec, en contrepartie, ne recevront que quelques millions. La mauvaise foi des conservateurs est telle qu'ils nous reviennent encore une fois avec leur Fonds d'adaptation pour les collectivités, qui n'octroie au Québec qu'une infime fraction de l'argent consenti par emploi perdu à l'Alberta, même si c'est au Québec que la crise forestière frappe le plus », a lancé **Gilles Duceppe**.

Le chef du Bloc Québécois déplore en outre qu'une grande partie des travailleurs qui perdent leur emploi continueront à ne pas avoir accès au régime d'assurance-emploi. De plus, les travailleurs âgés sont encore une fois laissés pour compte.

« Le plafonnement de la péréquation fera perdre un milliard de dollars au Québec cette année – et jusqu'à deux milliards l'an prochain – pour la santé, l'éducation et la politique familiale. Cette décision aura donc des conséquences malheureuses pour la population québécoise. En plus, le gouvernement conservateur fait un cadeau à l'Ontario qui fera perdre 250 millions supplémentaires au Québec au chapitre de la péréquation.

« En accentuant le déséquilibre fiscal, le gouvernement Harper brise ses engagements passés tout comme il le fait en réitérant sa volonté de piétiner les compétences du Québec en valeurs mobilières et d'offrir des prêts aux municipalités. Il passe par-dessus la tête du gouvernement du Québec », dénonce toujours le chef du Bloc Québécois.

NPD, 28 janvier 2009 - Le budget : pas de protection pour les plus vulnérables, pas de création ni de protection d'emplois

Le budget conservateur déposé aujourd'hui ne fait rien pour protéger les Canadiens les plus vulnérables, ni pour créer ou protéger les emplois, affirme le chef du NPD, Jack Layton.

« Ce budget ne rétablit pas la confiance des Canadiens concernant la capacité de M. Harper de protéger les plus vulnérables du Canada », a déploré M. Layton.

« Dans le budget d'aujourd'hui, il a mis l'accent sur 60 milliards de dollars en réductions d'impôt pour les grandes entreprises, et seulement 1,15 milliard de dollars pour les travailleurs sans emploi », a expliqué M. Layton. Le chef du NPD a également souligné que M. Harper a manqué à son devoir de réformer l'assurance-emploi en gelant les prestations, en maintenant la période d'attente de deux

semaines et en refusant d'améliorer les critères d'admissibilité.

Par ailleurs, le budget ne mentionne pas les places en garderie et maintient l'attaque contre la capacité des femmes de poursuivre des plaintes concernant l'équité salariale.

Le budget ne favorise pas les emplois de l'avenir en poursuivant les politiques ratées de M. Harper à l'égard des infrastructures. De récents engagements concernant les infrastructures ont échoué en raison des règlements et des conditions que les conservateurs ont rattachés aux projets admissibles. Des chefs municipaux partout au Canada n'ont pas encore reçu de financement pour les infrastructures, malgré les annonces répétées des conservateurs. Les règlements onéreux que les conservateurs imposent aux municipalités souhaitant accéder au financement pour des infrastructures sont toujours en vigueur, ce qui signifie que peu ou aucun des fonds ne seront débloqués.

M. Layton a également critiqué le budget en raison de l'échec de celui-ci de saisir les occasions de collaboration que présente le marché du carbone annoncé récemment par la nouvelle administration Obama dans le but de réduire les émissions de gaz à effet de serre, en plus des plans de l'administration Obama relativement à la production de voitures vertes.

Le Devoir, 28 janvier 2009 - Flaherty prolonge de cinq semaines la durée des prestations d'assurance-emploi

Comme prévu, le budget fédéral réserve une large place aux mesures destinées à la formation et à l'assurance emploi, après des demandes pressantes des gouvernements du Québec et de l'Ontario, notamment, et des organisations syndicales.

Parmi les diverses mesures que le ministre des Finances, Jim Flaherty, pouvait prendre pour améliorer le régime d'assurance emploi, il a choisi celle de prolonger de cinq semaines la durée des prestations d'assurance emploi.

La mesure ne vaudra toutefois que pour les prestations régulières, seulement pour les deux prochaines années, à cause de la crise, et jusqu'à concurrence de 50 semaines.

Cette mesure à elle seule coûtera 575 millions par année, soit 1,15 milliard sur deux

ans.

Le ministre québécois de l'Emploi et de la Solidarité sociale, Sam Hamad, avait spécifiquement demandé d'assouplir le régime d'assurance emploi de manière à ce que davantage de personnes se qualifient et qu'elles reçoivent des prestations pour de plus longues périodes. Le porte-parole du Conseil national des chômeurs et chômeuses, Pierre Céré, a d'ailleurs déploré l'absence de mesures en ce sens dans le budget.

Il importe de noter que, lorsque les prestations d'assurance emploi sont terminées, les prestataires qui n'ont pu trouver un autre emploi se retrouvent souvent à l'aide sociale, un régime qui relève des provinces, non du fédéral. La prolongation de cinq semaines des prestations d'assurance emploi apportera donc un peu de répit aux provinces aussi. Mais il ne s'agissait pas là d'une priorité, selon M. Céré, qui a rappelé qu'à peine 10 % des chômeurs utilisent toutes les semaines auxquelles ils ont droit.

Seconde mesure, une somme de 500 millions sur deux ans sera également consacrée à la prolongation des prestations d'assurance emploi pour les personnes qui suivent une formation de longue durée. Il s'agit de formations qui peuvent durer six mois, par exemple. Ces sommes seront remises aux provinces, qui s'occupent de la formation.

On prévoit que 10 000 personnes pourraient bénéficier de cette prolongation, qui vise à donner plus de temps et de ressources pour acquérir de nouvelles compétences.

Troisième mesure: le système de travail partagé, qui permet d'éviter des mises à pied en adoptant un horaire de travail réduit, sera aussi amélioré. Au total, cette troisième amélioration coûtera 200 millions sur deux ans.

Les fonctionnaires ont indiqué que, pour l'exercice budgétaire 2006-07, 1 328 000 Canadiens ont touché des prestations régulières de l'assurance emploi au Canada. En 2008-09, les prestations d'assurance emploi devraient atteindre 15,6 milliards, reflétant ainsi une hausse du taux de chômage.

Gel des taux de cotisation

Le gouvernement gèlera aussi les taux de cotisation à l'assurance emploi pour 2009 et 2010. Ce taux demeurera donc à 1,73 \$ par tranche de 100 \$ de masse salariale.

Le fait de ne pas hausser le taux de cotisation pour atteindre le taux d'équilibre

coûte 4,5 milliards au régime. Dans son budget, le ministre des Finances, Jim Flaherty, décrit cette somme comme «une mesure qui stimulera l'économie à hauteur de 4,5 milliards».

En matière de formation cette fois, une autre demande martelée par le premier ministre du Québec, Jean Charest, le gouvernement fédéral y va d'une somme de 1,9 milliard. Peu de détails sont cependant livrés dans le budget, qui parle de «possibilités de perfectionnement professionnel à court et à long terme dans une mesure sans précédent pour les travailleurs de tous les secteurs de l'économie canadienne». On s'attend à ce que les secteurs de l'économie les plus touchés par le ralentissement au Québec, le manufacturier et le forestier, en bénéficient particulièrement.

L'Acadie Nouvelle, 28 janvier 2009 - Budget fédéral : L'assurance-emploi bonifiée pendant la durée de la crise

Comme prévu, le budget fédéral réserve une large place aux mesures destinées à la formation et à l'assurance-emploi, après des demandes pressantes des gouvernements du Québec et de l'Ontario, notamment et des organisations syndicales.

Parmi les diverses mesures que le ministre des Finances, Jim Flaherty, pouvait prendre pour bonifier le régime d'assurance-emploi, il a choisi celle de prolonger de cinq semaines la durée des prestations d'assurance-emploi.

La mesure ne vaudra toutefois que pour les prestations régulières, seulement pour les deux prochaines années, vu la crise, et jusqu'à concurrence de 50 semaines.

Cette mesure à elle seule coûtera 575 millions \$ par année, soit 1,15 milliard \$ sur deux ans.

Par contre, Ottawa a choisi de ne pas abolir les deux semaines d'attente entre la perte d'emploi et la réception du premier chèque, une demande de longue date du mouvement ouvrier.

Il importe de noter que lorsque les prestations d'assurance-emploi sont terminées, les prestataires qui n'ont pu trouver d'autre emploi se retrouvent souvent à l'aide sociale, un régime qui relève des provinces. La prolongation de cinq semaines des prestations d'assurance-emploi apportera donc un peu de répit aux provinces aussi.

Seconde mesure, une somme de 500 millions \$ sur deux ans sera également consacrée à la prolongation des prestations d'assurance-emploi pour les personnes qui suivent une formation de longue durée. Il s'agit de formations qui peuvent durer six mois, par exemple. Ces sommes seront remises aux provinces, qui s'occupent de la formation.

On prévoit que 10 000 personnes pourraient bénéficier de cette prolongation, qui vise à donner plus de temps et de ressources pour acquérir de nouvelles compétences.

Troisième mesure: le système de travail partagé, qui permet d'éviter des mises à pied en adoptant un horaire de travail réduit, sera aussi amélioré. Ainsi, les accords de travail partagé pourront être prolongés de 14 semaines, pour un maximum de 52 semaines. De plus, les critères d'admissibilité seront assouplis. Au total, cette troisième amélioration coûtera 200 millions \$ sur deux ans.

Les fonctionnaires ont indiqué que pour l'exercice budgétaire 2006-2007, 1 328 000 Canadiens ont touché des prestations régulières de l'assurance-emploi au Canada.

En 2008-2009, les prestations du régime d'assurance-emploi devraient atteindre 15,6 milliards \$, reflétant ainsi une hausse du taux de chômage.

Le gouvernement gèlera aussi les taux de cotisations à l'assurance-emploi pour 2009 et 2010. Ce taux demeurera donc à 1,73 \$ par tranche de 100 \$ de masse salariale. Le fait de ne pas hausser le taux de cotisation pour atteindre le taux d'équilibre coûte 4,5 milliards \$ au régime. Dans son budget, le ministre des Finances Jim Flaherty décrit cette somme comme "une mesure qui stimulera l'économie à hauteur de 4,5 milliards \$".

Lia Lévesque

La Tribune (Sherbrooke), 28 janvier 2009 - Le budget fédéral à l'encre rouge : Les syndicats et gens d'affaires ne sont pas pleinement satisfaits

Le gouvernement fédéral a prévu plus de 6 milliards \$ en investissements pour les travailleurs et la formation de la main-d'oeuvre dans le budget d'hier. Mais des partis de l'opposition, des syndicats et des gens d'affaire sont quand même restés

sur leur faim.

Cette somme couvre une avalanche de mesures, parmi lesquelles on retrouve l'extension de cinq semaines de la période couverte par l'assurance-emploi, qui passe ainsi à un maximum de 50 semaines pour les régions les plus durement touchées par le chômage. Le coût : 1,15 G \$ pour les deux années où le gouvernement souhaite garder cette extension en vigueur.

L'annonce la plus coûteuse en matière de travail et de formation de la main-d'oeuvre devrait être le gel des cotisations au programme d'assurance-emploi, également pour deux ans. Elles resteront ainsi au même niveau, tant pour les employeurs que pour leurs employés, pour l'année 2009-2010. La mesure privera les coffres d'Ottawa de 2,4 milliards \$, "mais devrait stimuler l'économie à hauteur de 4,5 milliards", prévoit le budget.

Selon plusieurs syndicats, ces mesures ratent néanmoins l'objectif de protéger les travailleurs des effets pervers de la crise économique. Selon la CSN et la FTQ, entre autres, il aurait de loin été préférable d'assouplir les critères d'admission au programme et l'ouvrir à des gens ayant accumulé moins d'heures de travail.

" C'est 50 % des travailleurs et des travailleuses qui ont perdu leur emploi qui ne pourront toucher de prestations, c'est inadmissible ", a dénoncé le secrétaire général de la FTQ, René Roy.

La Fédération canadienne de l'entreprise indépendante s'est elle aussi inquiétée de certaines annonces. " Le FCEI est préoccupée par le fait que plusieurs mesures soi-disant temporaires, comme celles reliées aux prestations de l'assurance-emploi, seront difficilement réversibles et pourront contribuer à des déficits structurels dans l'avenir ", a indiqué l'organisme par voie de communiqué.

Le Bloc québécois et le NPD ont critiqué le gouvernement pour avoir prévu trop peu pour les travailleurs âgés et pour avoir maintenu le délai d'attente de deux semaines avant de recevoir des prestations d'assurance-emploi.

Formation et emploi

Le gouvernement, évidemment, avait une version différente des chiffres présentés dans son budget. " Le gouvernement réagit ainsi au ralentissement à court terme de l'économie, tout en adoptant une stratégie à long terme qui tient compte du fait que bon nombre de régions du pays sont aux prises avec une pénurie de travailleurs qualifiés ", peut-on lire dans le document.

Environ deux milliards de dollars supplémentaires sur deux ans ont été mis de côté pour parfaire la formation et l'éducation des travailleurs. Un milliard sera ajouté à la somme déjà disponible pour les programmes de formation de l'assurance-emploi. Cinq cent millions ira au Fonds de transition et de formation stratégique, pour ceux qui ne sont pas admissibles à l'assurance-emploi. Les travailleurs qui suivent une formation de longue durée hériteront aussi d'un demi-million de dollars pour prolonger leurs prestations d'assurance-chômage.

En matière d'emploi, les jeunes comme les plus vieux recevront leur part. Cinquante millions de dollars seront versés dans à l'Initiative ciblée pour les travailleurs âgés, qui permet à ces travailleurs qui perdent leur emploi de rester sur le marché du travail. Sensiblement le même montant, soit 55 millions \$, ira dans des programmes d'emploi d'été pour les jeunes.

Pour les régions, le gouvernement Harper entend entre autres concrétiser une promesse électorale en versant 2000 \$ à ceux qui terminent une formation d'apprenti. Il espère que l'initiative de 40 millions \$ permettra de remédier aux pénuries de travailleurs qualifiés.

Hugo de Grandpré

Cyberpresse, 28 janvier 2009 - Six milliards pour l'emploi

Le gouvernement fédéral a prévu plus de 6 milliards de dollars en investissements pour les travailleurs et la formation de la main-d'oeuvre dans le budget d'hier. Mais des partis de l'opposition, des syndicats et des gens d'affaire sont quand même restés sur leur faim.

Cette somme couvre une avalanche de mesures, parmi lesquelles on retrouve l'extension de cinq semaines de la période couverte par l'assurance emploi, qui passe ainsi à un maximum de 50 semaines pour les régions les plus durement touchées par le chômage. Le coût: 1,15 milliards pour les deux années où le gouvernement souhaite garder cette extension en vigueur.

L'annonce la plus coûteuse en matière de travail et de formation de la main-d'oeuvre devrait être le gel des cotisations au programme d'assurance emploi, également pour deux ans. Elles resteront ainsi au même niveau, tant pour les employeurs que pour leurs employés, pour l'année 2009-2010. La mesure privera les coffres d'Ottawa de 2,4 milliards «mais devrait stimuler l'économie à hauteur de

4,5 milliards», prévoit le budget.

Selon plusieurs syndicats, ces mesures ratent néanmoins l'objectif de protéger les travailleurs des effets pervers de la crise économique. Selon la CSN et la FTQ, entre autres, il aurait de loin été préférable d'assouplir les critères d'admission au programme et l'ouvrir à des gens ayant accumulé moins d'heures de travail.

«C'est 50% des travailleurs et des travailleuses qui ont perdu leur emploi qui ne pourront toucher de prestations, c'est inadmissible», a dénoncé le secrétaire général de la FTQ, René Roy.

Le Bloc québécois et le NPD ont de leur côté critiqué le gouvernement pour avoir entre autres prévu trop peu pour les travailleurs âgés et pour avoir maintenu le délai d'attente de deux semaines avant de recevoir des prestations d'assurance emploi.

Environ deux milliards de dollars supplémentaires sur deux ans ont été mis de côté pour parfaire la formation et l'éducation des travailleurs. Un milliard sera ajouté à la somme déjà disponible pour les programmes de formation de l'assurance emploi. Cinq cent millions iront au Fonds de transition et de formation stratégique, pour ceux qui ne sont pas admissibles à l'assurance emploi. Les travailleurs qui suivent une formation de longue durée hériteront aussi d'un demi-million de dollars pour prolonger leurs prestations d'assurance chômage.

Le budget prévoit enfin deux autres mesures pour aider les employés d'entreprises en difficulté. Il prolongera de 14 semaines les accords de partage du travail et en assouplira les règles, ce qui coûtera 200 millions. La majorité passera donc à 52 semaines. Ces accords permettent aux travailleurs d'une entreprises en difficulté d'éviter les mises à pied en acceptant un horaire de travail réduit en contrepartie de prestations d'assurance emploi.

Ottawa versera aussi 50 millions pour les deux prochaines années pour protéger les indemnités de départ et de cessation d'emploi des salariés dont les employeurs déclarent faillite. Ces indemnités s'ajoutent donc aux quatre semaines de salaire actuellement versés grâce au Programme de protection des salariés.

Hugo de Grandpré

Le Quotidien, 28 janvier 2009 - Budget Flaherty : Déception à la FTQ

Le budget fédéral déposé hier ne peut être accepté tel quel par les partis d'opposition selon Jean-Marc Crevier, représentant régional de la FTQ.

"Nous avons des attentes très précises par rapport aux changements à apporter aux mesures de l'assurance-emploi. Or, tout ce qui a été fait en ce sens a été d'ajouter l'équivalent de cinq semaines de chômage. Si on veut aider les gens qui perdent leur emploi, il faut s'attaquer à ces mesures tout de suite", déplore M. Crevier. Il soutient qu'il a bon espoir de voir l'opposition effectuer des demandes en ce sens.

"Je n'ai jamais entendu le chef du Parti libéral, Michael Ignatieff, faire un discours sans mentionner l'importance de modifier les règles de l'assurance-emploi, alors il n'a pas le choix de demander au gouvernement de faire un effort supplémentaire s'il veut que le budget soit accepté", souligne Jean-Marc Crevier.

Le Devoir, 28 janvier 2009 - «De la poudre aux yeux», croient les syndicats

«À côté de la cible», «un échec», «inacceptable», «de la poudre aux yeux»: les syndicats ont tenus de durs propos sur le budget présenté hier par le gouvernement conservateur minoritaire. Au-delà des critiques parfois acerbes, plusieurs demandent carrément aux partis de l'opposition de renverser Stephen Harper sur cette question.

«Les mesures annoncées sont l'équivalent d'un diachylon sur une plaie béante. Pour les victimes de la récession, c'est désespérant», a résumé hier le secrétaire général de la Fédération des travailleurs du Québec (FTQ), René Roy, par voie de communiqué. Le syndicat appelle carrément la formation d'un gouvernement de coalition, tout comme la CSN, qui estime également que «le programme de la coalition demeure infiniment plus juste, plus pertinent et plus équitable». Le syndicat canadien de la fonction publique (SCFP) demande également aux partis de l'opposition de voter contre le budget. «Ces grosses sommes mal dépensées ne sont pas à la hauteur des défis à relever en temps de crise», de résumer en entrevue la présidente de la CSN, Claudette Carbonneau.

Chômeurs et aînés délaissés

Les principales doléances des syndicats concernent l'aide aux personnes mises à pied dans la foulée de la crise économique, particulièrement les travailleurs de plus de 55 ans. Avant le dépôt du budget, la FTQ, la CSN, la Centrale des syndicats du Québec (CSQ) et le Conseil national des chômeurs et des chômeuses (CNC)

avaient exhorté le gouvernement à améliorer le régime d'assurance-emploi.

La prolongation des prestations de cinq semaines et l'investissement dans la formation à long terme sont nettement insuffisants, ont-ils décrété en coeur hier. Selon Claudette Carbonneau, «La cible est ratée», alors que le président de la CSQ, Réjean Parent, qualifie ces mesures de «petit boni». «Les chômeurs sont une fois de plus oubliés par les conservateurs. Le gouvernement refuse toujours de bonifier les prestations de l'assurance-emploi. C'est 50 % des travailleurs et des travailleuses qui ont perdu leur emploi qui ne pourront toucher de prestations, c'est inadmissible», a renchéri René Roy. Toutes les centrales ont déploré des baisses d'impôts qui auraient peu d'impact sur les victimes de la crise, estimant que «ce budget est un échec quant à la priorité numéro un: protéger les Canadiens les plus vulnérables», comme le soulignait le président national de la SCFP par voie de communiqué.

Le budget «nous place sur le respirateur artificiel, la crise va nous rattraper», a prédit Réjean Parent au Devoir. Il accorde une note de 4 sur 10 aux conservateurs pour les points positifs comme les investissements dans les infrastructures. En ce domaine, si elle se réjouit des sommes débloquées, Claudette Carbonneau considère que M. Harper a manqué le bateau battant pavillon vert que Barack Obama n'a pas hésité à prendre, au sud de notre frontière. «On rate complètement la coche sur l'environnement. On dépense 7 milliards pour des infrastructures sans donner d'orientation verte, ce qui aurait été un beau signal. C'est un vrai désastre», a-t-elle dit.

Amélie Daoust-Boisvert

La Tribune (Sherbrooke), 28 janvier 2009 - Le milieu communautaire reste sur son appétit

Le nouveau budget Flaherty ne répond que très partiellement aux attentes des groupes sociaux et communautaires de la région sherbrookoise.

"Ce budget comprend des bonbons pour presque tout le monde: les familles, les travailleurs et aussi en ce qui a trait aux infrastructures. Mais on ne parle pas vraiment d'infrastructures sociales", déplore la porte-parole de Solidarité populaire Estrie, Ghislaine Beaulieu.

Rien de nouveau

"En temps de crise, les besoins sont plus grands pour le milieu communautaire, mais le budget n'apporte rien de nouveau de ce côté-là", dénonce Mme Beaulieu, qui prenait part hier après-midi à la traditionnelle écoute collective du budget en compagnie de plus d'une quinzaine de représentants du milieu social et communautaire.

La porte-parole de Solidarité populaire Estrie - un groupe dont font partie 43 organismes communautaires et syndicaux - s'inquiète par ailleurs de la dette fédérale, qui augmentera de 84,9 milliards de dollars jusqu'en 2012-2013, du jamais vu depuis le retour du déficit zéro, au milieu des années 1990.

"Nous avons peur que le milieu social écope lorsque le gouvernement Harper voudra revenir au déficit zéro", indique Mme Beaulieu. Celle-ci dit douter de la "sincérité" du premier ministre compte tenu des importants écarts entre ce budget et l'énoncé budgétaire d'il y a deux mois.

Du côté des chômeurs, la déception est vive, même si les conservateurs prolongent tous les droits à prestations d'assurance-emploi régulières de cinq semaines pendant deux ans.

"C'est un pas dans la bonne direction pour ceux qui ont accès au régime, mais ça ne changera rien pour les 60 pour cent d'exclus à Sherbrooke", estime le coordonnateur du Mouvement des chômeurs et des chômeuses de l'Estrie, Denis Poudrier.

Présentement, seulement 40 pour cent des travailleurs sherbrookoïses qui perdent leur emploi peuvent profiter de l'assurance-emploi, parce qu'ils ont travaillé les 665 heures nécessaires pour y avoir accès. Les travailleurs saisonniers sont particulièrement pénalisés par ce critère.

"On aurait voulu que le gouvernement ajoute des fonds pour améliorer l'accès du régime, explique M. Poudrier. On veut que le régime revienne à un seul critère d'admissibilité pour tous, soit 350 heures."

En 1990, 81 pour cent des travailleurs licenciés se qualifiaient pour l'assurance-emploi à Sherbrooke, soit deux fois plus qu'actuellement.

"Loin d'être satisfait"

Pour sa part, le président de l'Association des locataires de Sherbrooke, Normand Couture, se dit "loin d'être satisfait" des mesures annoncées concernant le logement social.

Le gouvernement Harper prévoit investir un peu plus d'un milliard de dollars sur deux ans pour construire de nouveaux logements sociaux. Toutefois, ces fonds sont ciblés pour les aînés à faible revenu, les handicapés, les autochtones et les résidants du Nord.

"Le gouvernement tente de faire croire qu'il s'intéresse au logement social, mais il ne répond pas aux besoins et ne laisse pas le milieu décider de ses propres besoins, juge M. Couture. On aurait plutôt eu besoin de 2 milliards de dollars par année pour construire des logements sociaux et il aurait fallu laisser aux provinces le choix de décider comment elles veulent investir cet argent."

David Bombardier

L'Acadie Nouvelle, 28 janvier 2009 - Budget fédéral : "Nous n'avons pas eu ce que l'on demandait"

Malgré un budget marqué par un énorme déficit et une ribambelle de dépenses pour relancer l'économie, les groupes sociaux et syndicaux estiment que les plus pauvres de la société seront une fois de plus laissés pour compte.

Le président de la Fédération des travailleurs et travailleuses du N.-B. (FTTNB), Michel Boudreau, fait remarquer que le déficit de 34 milliards \$ contenu dans le budget Flaherty pour la prochaine année est égal à la réduction de la TPS à laquelle le gouvernement Harper a procédé l'an dernier et en 2006 (baisse de 1 % chaque année).

"On aurait un budget sans déficit avec les revenus de la TPS. S'ils avaient gardé ces revenus-là l'an dernier et l'année avant pour investir dans des programmes, on serait en meilleure situation aujourd'hui", déplore M. Boudreau.

Le président de la FTTNB se dit aussi déçu des changements effectués au programme d'assurance-emploi.

"Nous n'avons pas eu ce que l'on demandait pour l'assurance-emploi. Ils ont allongé la période un peu (de cinq semaines), mais pour quelqu'un qui perd son emploi, c'est très peu", dit-il.

Les syndicats recommandaient la diminution du nombre d'heures d'admissibilité à

360, pour toutes les régions, et que les prestations soient fondées sur 60 % des gains réalisés pendant les 12 meilleures semaines, pour une période allant jusqu'à 50 semaines. On voulait aussi l'abolition des deux semaines d'attente entre la perte d'emploi et la réception du premier chèque.

Pour sa part, la directrice générale de l'Association acadienne des artistes professionnels du N.-B., Carmen Gibbs, affirme que si le gouvernement Harper a décidé d'investir un peu plus de 300 millions \$ dans les arts et la culture, c'est parce que le message des dernières élections a passé. Toutefois, elle note qu'il n'y a rien pour remplacer les compressions faites dans les programmes à l'exportation (en septembre 2008), ni pour les artistes de la Francophonie canadienne. Mme Gibbs croit toutefois que les fonds injectés pour les infrastructures culturelles sont une bonne chose puisqu'ils permettront à des institutions comme le centre culturel Aberdeen de procéder à des rénovations.

La porte-parole du Mouvement féministe du N.-B., Michèle Caron, dénonce pour sa part le peu de place fait aux femmes dans ce budget. Elle décrit ce budget comme étant "un budget à la Harper avec quelques Smarties pour les libéraux".

"Dans un contexte comme celui que l'on connaît, il faut stimuler l'économie pour que ça profite à tout le monde, y compris aux femmes. Il faut aussi renforcer le filet social. Le problème, c'est que le budget est douteux du côté de la stimulation économique et ils ont manqué le bateau pour ce qui est du filet social", soutient-elle.

Quant au président de l'Association acadienne et francophone des aînées et aînés du Nouveau-Brunswick, Jean-Luc Bélanger, il est lui aussi demeuré sur son appétit, hier. Il aurait aimé voir une augmentation des prestations des aînés et des mesures pour aider ceux qui ont perdu de grosses sommes dans leurs régimes de retraite à cause de la baisse des marchés boursiers.

Le Quotidien, 28 janvier 2009 - Budget Flaherty : Selon le député bloquiste Robert Bouchard

Le député bloquiste de Chicoutimi-Le Fjord, Robert Bouchard, affirme que le budget déposé hier par le ministre fédéral Jim Flaherty est "totalement inacceptable et teinté par l'idéologie conservatrice".

L'élu déplore particulièrement le peu de mesures destinées à la relance de l'industrie

forestière, moteur économique du Saguenay-Lac-Saint-Jean.

"Le secteur de l'automobile reçoit une aide de 2,7 MM\$ alors que l'industrie forestière obtient 170 M\$ sur deux ans. De plus, cette somme est destinée à l'ensemble du pays. C'est des "peanuts", c'est inacceptable. On abandonne le Québec, on abandonne les régions et on garde tout pour l'Ontario et pour l'Ouest", martèle le député bloquiste.

Selon Robert Bouchard, les baisses d'impôt contenues dans le budget ne profiteront qu'aux citoyens les plus aisés, et aux seules entreprises qui engrangent déjà des bénéfices. Quant aux bonifications apportées au programme d'assurance-emploi, ce dernier les juge peu satisfaisantes. "On allonge la couverture du programme d'assurance-emploi, mais on ne le rend pas plus accessible pour les travailleurs qui en ont besoin. Ce budget reflète des choix idéologiques, des choix conservateurs. Il contient quelques bonbons, mais il ne reflète pas du tout les besoins du Québec, qui va même perdre au chapitre de la péréquation. C'est une mauvaise stratégie", résume M. Bouchard.

Signalons d'ailleurs que le chef bloquiste, Gilles Duceppe, a fait savoir hier que sa formation allait voter contre le budget.

François Saint-Gelais

La Presse, 28 janvier 2009 - Un budget libéral

Les libéraux de Michael Ignatieff ont toutes les raisons de laisser passer le budget déposé hier par Jim Flaherty. En effet, le gouvernement de Stephen Harper a présenté un budget... libéral. Aux poubelles le laisser-faire! Ottawa prévoit dépenser quelque 40 milliards en deux ans pour sortir le pays de la récession. Allègements fiscaux pour la classe moyenne, aide aux démunis, amélioration de l'assurance-emploi, investissements massifs dans les infrastructures, aide à la construction résidentielle, financement de la rénovation des logements sociaux, tout y passe. Les libéraux n'auraient pas fait les choses autrement.

Ce n'est évidemment pas de gaieté de coeur que les conservateurs ont emprunté cette voie. Après avoir frôlé la mort politique en décembre, après avoir vu la crise économique s'aggraver au cours des dernières semaines, ils n'avaient plus le choix. D'autant plus que, comme l'a souligné le ministre dans son discours, une intervention énergique de l'État faisait l'objet d'un "large consensus" dans la

population.

Cette intervention se fait au prix de l'équilibre budgétaire. Pour la première fois en 12 ans, Ottawa se retrouve dans le rouge, et ce, pour au moins cinq ans. Au bout de cette période, sa dette aura augmenté de 85 milliards. Heureusement, la dette publique canadienne reste bien en deçà de celle des autres pays du G8. Donc, rien de trop préoccupant... pourvu qu'on en sorte.

Comme le souhaitent les économistes, les projets d'infrastructures représentent une part importante du plan de relance, 12 milliards. L'autre gros morceau vise à stimuler les dépenses des consommateurs; il s'agit d'une panoplie de mesures fiscales relativement modestes mais qui, au total, représentent un manque à gagner de 6 à 7 milliards par année pour le gouvernement.

Quand Ottawa annonce qu'il a des milliards à dépenser et qu'il veut les déboursier rapidement, le potentiel de dérapage est énorme. Souhaitons que les contrôles nécessaires soient mis en place pour empêcher les abus et assurer que ces milliards auront un impact maximal sur l'économie.

En ce qui a trait aux questions qui intéressent plus particulièrement les Québécois, le budget confirme que le Québec recevra l'an prochain 327 millions de plus que cette année au titre de la péréquation. En cinq ans, ces transferts fédéraux au Québec auront augmenté de 3,5 milliards, un bond de 74%. Jean Charest aura beau déchirer toute sa garde-robe, il ne pourra dissiper l'impression désagréable que dans ce dossier, la province se comporte en enfant gâté.

Pour ce qui est du projet d'une commission nationale des valeurs mobilières, M. Flaherty persiste et signe. Toutefois, les provinces récalcitrantes, notamment le Québec, pourront faire bande à part. Le gouvernement québécois serait mal venu de grimper dans les rideaux alors que le fédéral adopte en la matière l'approche asymétrique dont M. Charest a été le plus ardent promoteur.

La récession s'aggrave, l'heure n'est pas aux joutes partisans. Si ce budget est défait en Chambre, l'intervention gouvernementale sera reportée de plusieurs semaines, sinon de quelques mois. Le pays ne peut pas se permettre un tel retard.

André Pratte

Métro (Montréal), 28 janvier 2009 - Un budget déficitaire et truffé de

concessions

Le gouvernement conservateur a tendu la main à l'opposition hier, avec un budget très déficitaire conçu pour assurer sa survie tout en rescapant l'économie canadienne en récession.

Le Bloc québécois et le Nouveau Parti démocratique n'ont cependant pas été convaincus, et le sort du gouvernement repose entre les mains des libéraux, qui rendront leur verdict aujourd'hui. À peine arrivé à la tête du Parti libéral du Canada, Michael Ignatieff doit prendre l'une des décisions les plus importantes de sa carrière, le sort du gouvernement conservateur minoritaire étant entre ses mains.

Diminutions d'impôt

Au total, Ottawa prévoit injecter 40 G\$ en 2 ans dans l'économie, en baissant les impôts de la classe moyenne, en finançant la réfection d'infrastructures et en soutenant les entreprises et les marchés financiers.

Le fardeau fiscal des familles sera allégé de 20 G\$ en 6 ans, par l'augmentation du montant personnel déductible ainsi que par la hausse de la limite supérieure des deux fourchettes d'imposition les plus basses. Ces changements seront rétroactifs au 1er janvier 2009. Ottawa a aussi choisi d'offrir de nouveaux crédits d'impôt, dont l'un pour la rénovation de maisons.

Aide aux chômeurs

Comme prévu, le fédéral se lance dans un gigantesque programme de construction et de réfection d'infrastructures et de logements. Les Montréalais qui traversent le pont Champlain s'en réjouiront.

Ottawa exauce également un des nombreux vœux des syndicats et prolonge de cinq semaines la durée des prestations d'assurance-emploi.

Le fédéral consacra en outre 2 G\$ à la formation de la main-d'oeuvre et 1 G\$ aux communautés monoindustrielles qui doivent se réinventer.

Le retour du déficit... jusqu'en 2014 au moins

Le plan de relance de 40 G\$, combiné à une baisse des revenus du fédéral, se traduira par une série de déficits totalisant 86 G\$ en 6 ans, dont 34 G\$ en 2009-2010 et 30 G\$ l'année suivante. Même l'année financière en cours se soldera par un déficit de 1,1 G\$, le premier depuis 1996. Et, si l'on se fie aux projections du ministère des Finances, le pays ne renouera avec l'équilibre budgétaire qu'en 2014, à condition que la reprise soit rapide et vigoureuse.

Cyberpresse, 28 janvier 2009 - Budget Flaherty: l'aide à l'entreprise jugée trop timide

Bravo pour l'argent consacré aux travaux d'infrastructures qui créeront de l'emploi, mais le secteur manufacturier autre que l'automobile est laissé à l'abandon. De plus, les mesures d'aide à l'entreprise du budget Flaherty apparaissent trop timides pour avoir un impact solide sur l'économie.

Réunis mardi par La Tribune pour une écoute commentée du budget Flaherty, six décideurs du milieu économique estrien restent sur leur appétit par rapport aux mesures annoncées.

Les mesures comme l'aide à la rénovation domiciliaire ou les rénovations éventuelles dans les universités et collèges, «l'aide aux infrastructures, c'est intéressant dans une ville comme Sherbrooke. C'est une plus-value pour l'ensemble de la communauté», souligne le président du comité exécutif de la Ville de Sherbrooke, le conseiller municipal Bernard Tanguay, en résumant le point de vue des autres acteurs de l'économie.

À Sherbrooke, rappelle-t-il, on prévoit dépenser 17,5 millions \$ en infrastructures cette année, dont 6 millions pour le centre de foires. «Il y a une capacité maximale de réaliser des travaux dans une ville», observe-t-il.

Il faudra voir aussi si d'autres travaux peuvent être réalisés, compte tenu de la disponibilité temporaire des subventions allouées sur une base d'un tiers payé par le fédéral, un tiers par le Québec et un tiers par la municipalité. «Ça nous met de la pression sur le plan financier... Le principe est quand même bien».

«Le secteur manufacturier est abandonné», estime par ailleurs Réal Létourneau, vice-président pour la région des Cantons-de-l'Est au cabinet d'experts-comptables Raymond Chabot Grant Thornton. «Ils se disent que la délocalisation (NDLR: vers les pays en émergence) va se poursuivre et que c'est normal.» «C'est tout l'Occident qui est comme ça», explique-t-il, chiffres à l'appui, en montrant le déclin de l'importance du secteur de la fabrication dans le produit intérieur brut (l'ensemble des biens et services produits). Au Canada, observe-t-il, il est passé de 21 % en 1971 à 15 % en 2006, et aux mêmes périodes il passait de 23 à 13 % aux États-Unis, puis de 35 à 23 % en Allemagne.

«Pour le manufacturier, je suis très déçu de ce qui est annoncé. C'est insuffisant. Il aurait fallu un crédit d'impôt remboursable en investissement manufacturier», fait valoir quant à lui Ghyslain Goulet, directeur général du Centre local de développement de la MRC de Memphrémagog. «Ça aurait été préférable à l'abolition des frais douaniers sur l'achat d'équipement.»

«Ça n'a pas d'impact, ajoute Serge Audet, vice-président de la Chambre de commerce de Sherbrooke. C'est comme la mesure limitant les hausses d'impôt des entreprises pour les 500000 premiers dollars de profits, au lieu de 400000 \$ comme avant», dans un contexte où les profits se font modestes.

«Pour les entreprises, j'aimerais bien que les employés mis à pied puissent bénéficier de prestations d'assurance-chômage immédiates au lieu d'attendre deux semaines au début», signale de son côté Francine Guay, présidente de MI Intégration (Moules industriels Plastech), qui a dû faire des licenciements récemment.

«C'est immédiatement après une mise à pied que les travailleurs ont besoin d'argent», poursuit M. Audet, et le budget ne règle pas le problème en prolongeant la durée des prestations.

«Dans ce budget, déplore Jean Lacharité, président du conseil central de la CSN-Estrie, il n'y a rien ou que des grenailles pour le secteur manufacturier, alors que Québec a mis 2 milliards \$ sur trois ans. Le Québec n'y trouve pas son compte. La formule de péréquation est changée et nous rapportera 1 milliard de moins.»

«Il n'y a que des grenailles aussi (60 millions sur trois ans) pour tout le pays en soutien pour les travailleurs âgés. Sur l'assurance emploi, c'est la position conservatrice traditionnelle. Qu'on retourne voir la gouverneure générale et qu'on donne une chance à la coalition de l'opposition de gouverner!»

Il est à noter que mardi matin, à 7 h 30 au Delta, la Chambre de commerce de Sherbrooke accueillera en déjeuner d'affaires deux spécialistes de la firme Raymond Chabot Grant Thornton, Réal Létourneau et le fiscaliste Sylvain Gilbert, pour passer en revue les points particuliers du budget qui touchent les entreprises.

Albert Bérubé

Le Devoir, 28 janvier 2009 Un budget conservateur aux accents libéraux

Tout conservateur soit-il, le ministre fédéral des Finances, Jim Flaherty, a déposé hier un budget libéral dans ses orientations, faisant la part belle aux investissements dans les sphères sociales et aux réductions d'impôt pour les familles et dépourvu de pilule empoisonnée. Ce faisant, M. Flaherty aura réussi à écarter la menace d'une défaite aux mains de la coalition, le chef libéral Michael Ignatieff ayant décidé de laisser passer ce budget. Il réfléchit encore à la façon de justifier son choix.

Selon une source libérale bien informée, les députés libéraux ont décidé hier soir qu'ils ne renverseraient pas le gouvernement de Stephen Harper sur la question budgétaire, a appris Le Devoir. Appuieront-ils le budget ou s'abstiendront-ils lors du vote? La question n'était pas encore tranchée au terme d'une réunion d'une heure du caucus. M. Ignatieff a écouté ses députés et sénateurs et a pris la question en délibéré. Il annoncera sa position ce matin. Selon d'autres sources, il est possible que les libéraux proposent un amendement au budget pour forcer les conservateurs à faire d'autres concessions.

Le chef libéral s'est contenté hier de dire qu'il voyait «des aspects positifs au budget, qui sont le résultat de la pression et de l'unité des partis d'opposition», mais qu'il avait aussi des inquiétudes, notamment quant à la crédibilité des chiffres, maintes fois remaniés par les conservateurs. «Est-ce qu'il sous-estiment l'ampleur de la crise? Est-ce qu'ils ont fait assez pour les chômeurs, l'assurance-emploi? Et en matière d'infrastructures, vont-ils vraiment dépenser l'argent, et vite?»

L'appui des libéraux, ou du moins leur abstention, est essentielle pour que le budget 2009 de Jim Flaherty passe la rampe parlementaire. Car sans grande surprise, le Bloc québécois et le Nouveau Parti démocratique ont annoncé qu'ils s'y opposeraient. Le NPD parce qu'il dit ne plus avoir confiance dans les promesses conservatrices, le Bloc parce qu'il y trouve encore des mesures comme les changements à la formule de péréquation et la centralisation de la surveillance des marchés financiers déjà décriées par Québec.

«C'est un budget qui va clairement à l'encontre de la volonté de l'Assemblée nationale du Québec, a déclaré Gilles Duceppe. Le gouvernement offre des mesures destinées à l'Ontario qui s'élèvent à près de quatre milliards de dollars. Les secteurs forestier et manufacturier du Québec, en contrepartie, ne recevront que quelques millions. C'est de la mauvaise foi», a-t-il dit.

Jack Layton, lui, s'est approprié les critères d'analyse qu'utilisait auparavant Michael Ignatieff. «Ce n'est pas un budget qui protège les plus vulnérables de notre société, qui permet de garder nos emplois et qui créera les emplois de demain. Par

conséquent, on ne peut pas appuyer ce budget», a-t-il annoncé. Les deux chefs avaient invité M. Ignatieff à ne pas laisser tomber la coalition. En vain, semble-t-il maintenant.

Le ministre Flaherty s'est défendu d'avoir présenté un budget trop «rouge» pour le «bleu» qu'il est. Craint-il le ressentiment de sa base militante? «C'est un budget conservateur, a-t-il répondu en conférence de presse. Les conservateurs sont pragmatiques. Les conservateurs comprennent les risques. Les conservateurs comprennent le sérieux de cette récession mondiale. Les conservateurs comprennent que le gouvernement doit être pragmatique et doit répondre à ces inquiétudes en protégeant notre pays, nos familles et nos industries.»

20 milliards pour la relance

Peu d'aspects de ce plan de relance économique étaient encore secrets, les troupes de Stephen Harper s'étant adonnées au cours des derniers jours à un effeuillage budgétaire sans précédent. Au total, le plan de relance conservateur coûtera 20 milliards de dollars au trésor public dès cette année, répartis en nouvelles dépenses (surtout d'infrastructures) et en réductions du fardeau fiscal. Si on ajoute les prêts remboursables consentis aux villes et à l'industrie automobile, la valeur du plan atteint près de 23 milliards cette année seulement.

La grande inconnue demeurait l'ampleur des réductions d'impôts envisagées. On sait maintenant que celles-ci représentent 15 % du plan de relance, ou trois milliards de dollars par année. Il s'agit de réductions permanentes touchant tous les contribuables. Si Ottawa parle plutôt de 20 milliards en six ans, c'est qu'il inclut dans ce total le crédit d'impôt (trois milliards) accordé aux familles rénovant leur domicile ou leur chalet et celui pour l'achat d'une première maison (945 millions).

Les deux tiers des réductions d'impôt toucheront tout le monde puisque Ottawa hausse de manière significative (7,5 %) l'exemption personnelle de base, c'est-à-dire ce que les travailleurs peuvent gagner avant de payer des impôts, ainsi que le plafond supérieur des deux premières fourchettes d'imposition, permettant encore une fois aux travailleurs de gagner plus d'argent avant d'être imposés à un taux supérieur. La balance du cadeau fiscal prendra la forme d'une bonification des prestations accordées pour les enfants de la classe moyenne, de celle accordée aux petits salariés qui retournent sur le marché du travail et d'une hausse du crédit pour les personnes âgées.

Horizon noir

Il faut noter qu'Ottawa trempe sa plume dans l'encre rouge dès cette année et pour les cinq années suivantes. Contrairement à ce qu'il avait annoncé, Jim Flaherty

enregistre un déficit en 2008-09 de 1,1 milliard parce qu'il applique rétroactivement au 1er janvier certaines réductions d'impôt, un «choix délibéré», a-t-il expliqué hier. Pour l'année 2009-10, Ottawa prévoit une contraction du PIB nominal de 2,7 %. Il gèrera un budget de 224,9 milliards de dollars et des dépenses de programmes de 206,8 milliards. Une fois retranchés les frais d'intérêt de la dette, le déficit sera, comme annoncé la semaine dernière, de 33,7 milliards.

Ottawa fait sienne la prévision de la Banque du Canada à l'effet que le pays est entré en récession à la fin de l'année 2008 et y restera à peine deux semestres, soit jusqu'en juillet. Le gouvernement fait toutefois, quant à l'impact de la crise sur son solde budgétaire, des prévisions beaucoup plus pessimistes que le secteur privé. Il estime que même sans les initiatives de relance de l'économie annoncées hier, le déficit aurait été de 15,7 milliards pour 2009-10.

La succession de cinq années dans le rouge portera la dette du Canada, en 2013-14, à 542 milliards, un niveau jamais atteint depuis 1999.

Opposition à l'horizon

Dans le cadre de son plan de relance économique, Ottawa annonce une série de mesures coûteuses. Il prévoit 5,7 milliards par année sur deux ans pour financer des projets d'infrastructure à l'échelle du pays. Sans modifier les règles d'admissibilité à l'assurance-emploi, il prolonge de cinq semaines les prestations de tous les chômeurs (un demi-milliard). On financera aussi la rénovation de logements sociaux (500 millions par an sur deux ans) et la construction de logements pour les communautés autochtones et celles du Nord (300 millions par an sur deux ans). Il bonifie ses mesures pour faciliter l'accès au crédit, notamment le rachat d'hypothèques. Au total, Ottawa espère créer ou du moins préserver 190 000 emplois.

Mais les conservateurs reviennent aussi à la charge avec des initiatives qui avaient suscité la grogne au Québec et chez les syndicats, notamment. Ainsi, ils entendent toujours créer une commission pancanadienne des valeurs mobilières, à laquelle s'opposent le Québec, l'Alberta et le Manitoba. Ils modifieront aussi de manière unilatérale la formule de péréquation, au grand dam de Québec, qui y perd environ un milliard de dollars. Ils promettent toujours de déposer des projets de loi pour limiter la rémunération des fonctionnaires fédéraux. Enfin, ils reverront tout le régime d'équité salariale pour en faire un élément négociable entre syndicats et parties patronales plutôt qu'un droit pouvant être revendiqué - en dernier recours - devant les tribunaux.

Notons enfin que le gouvernement annonce aussi quelques mesures visant à

frapper l'imaginaire. Il s'engage à obliger les banques à uniformiser - et à prolonger - le délai imparti à leurs clients pour acquitter leur compte de carte de crédit. Il créera aussi un secrétariat d'éducation pour transmettre à la population un savoir économique de base.

Hélène Buzzetti

Le Soleil, 28 janvier 2009 - Le budget Flaherty "Profondément inéquitable", dit la CSN

Le budget du ministre fédéral Jim Flaherty est "profondément inéquitable" pour les travailleurs, les femmes et le Québec, dénonce Claudette Carbonneau. Et il est tout aussi profondément conservateur, sous des allures libérales, poursuit la présidente de la CSN. En entrevue téléphonique, la chef syndicaliste a laissé tomber que "je ne partage pas la vue que ce budget est libéral (...)". Selon elle, en coupant dans la péréquation, Ottawa forcera Québec à sabrer en éducation et en santé. Il y aura davantage d'argent en formation, mais l'assurance emploi continuera d'être inaccessible à beaucoup de travailleurs, a-t-elle noté.

Michel Corbeil

Le Soleil, 28 janvier 2009 - Le budget Flaherty : Déception "verte" à l'ACEF

L'Association coopérative d'économie familiale ne croit pas que les baisses d'impôt soient "pertinentes" dans le contexte actuel. L'économiste de l'ACEF de Québec, Richard Dagenais, a fait valoir que le ministre fédéral Jim Flaherty aurait "plutôt dû investir davantage dans les infrastructures, dans les transports en commun, dans le développement des énergies vertes. Le budget ne propose rien de significatif dans les énergies durables. Ce sont des miettes dont une bonne part ira au pétrole et au nucléaire." M. Dagenais a aussi noté que le gouvernement conservateur de Stephen Harper a réduit le soutien à la rénovation écoénergétique et n'a pas reconduit un programme pour l'achat de véhicules moins énergivores, programme qui s'est terminé en décembre. L'économiste a aussi déploré qu'Ottawa n'élargisse pas l'accès à l'assurance emploi.

Michel Corbeil

Métro (Montréal), 28 janvier 2009 - Réactions diverses

L'Union des municipalités du Québec (UMQ) : Elle se réjouit des mesures annoncées pour les infrastructures dans le budget, qui répondent ainsi aux demandes des municipalités québécoises sur ce plan.

La Chambre de commerce du Canada. La CCA a accueilli favorablement le budget et considère que le plan d'attaque d'Ottawa pour contrer la récession mondiale "devrait avoir une chance de réussir".

Équiterre. Ce budget est une aberration et le pire scénario catastrophe imaginé, a résumé Steven Guilbeault d'Équiterre.

La Fédération des travailleurs du Québec (FTQ). La Fédération est surprise et déçue du budget déposé par le gouvernement conservateur et appelle l'opposition à le renverser. Elle juge entre autres que les mesures pour l'assurance-emploi sont insuffisantes, estimant que 50 % des travailleurs ne pourront toucher de prestations.

FRAPRU. Le porte-parole du FRAPRU, François Saillant, affirme que le budget offre trop peu d'aide aux locataires. Les groupes qui seront aidés ne représentent que 20 % de ceux ayant besoin de logements sociaux au Québec.

"[Ce budget] ne crée pas d'emplois pour l'avenir de notre économie. Cela ne nous donne aucune confiance dans un gouvernement Harper." Jack Layton

Le Devoir, 28 janvier 2009 - Le milieu des affaires est satisfait, mais aux aguets

Globalement, le monde des affaires québécois considère que le budget présenté hier à Ottawa contient de bonnes mesures dans les circonstances financières et économiques actuelles, mais il demeure prudent quant à la capacité de ce gouvernement conservateur de livrer la marchandise. Tous, d'un point de vue ou l'autre, entendent demeurer aux aguets et maintenir la pression pour une application rapide et efficace de plusieurs des mesures annoncées, mais pas toutes.

Michel Leblanc, président et chef de la direction de la Chambre de commerce du

Montréal métropolitain, prévient le gouvernement que «c'est en fonction de la valeur des décaissements dans la région métropolitaine durant la prochaine année que nous jugerons de la réussite de ce budget». Au Devoir, il a ajouté: «C'est notre focus et nous allons maintenir la pression pour des mesures concrètes et immédiates.» Il demande à ce gouvernement de faire preuve de leadership dans les dossiers qui le concernent directement, comme ceux de la deuxième phase du Vieux-Port et du lien ferroviaire entre Montréal et Toronto. Il soutient que le gouvernement fédéral doit en plus «accepter de porter le gros du fardeau dans le cas de projets où lui seul dispose de la capacité financière permettant leur démarrage rapide».

Jean-Luc Trahan, président-directeur général de l'Association des manufacturiers et exportateurs, insiste lui aussi sur «l'urgence de mettre en place les mesures annoncées le plus rapidement possible» pour des résultats à court terme, alors que pour le long terme le gouvernement doit élaborer une stratégie industrielle. En revanche, M. Trahan exprime son désaccord sur l'intention fédérale d'établir une commission des valeurs mobilières unique au Canada. À ce sujet, Caroline St-Jacques, vice-présidente de la Fédération des chambres de commerce du Québec, annonce d'ores et déjà qu'elle «va se battre contre ça». Elle exprime également un bémol à propos de la péréquation qui, selon elle, désavantage le Québec. Pour le reste, Mme St-Jacques affirme qu'il s'agit «d'un budget bonbons et il y en a pour tout le monde».

Norma Kozhaya, chef économiste au Conseil du patronat du Québec, s'inquiète de l'ampleur des déficits annoncés et souhaite ardemment qu'ils ne deviennent pas structurels. Elle reconnaît par ailleurs le mérite de plusieurs programmes, en particulier en matière de formation des travailleurs, assurance-emploi, etc., tout en ajoutant qu'il «faudra voir l'efficacité de ces nouveaux programmes».

Simon Prévost, vice-président de la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante, réserve pour sa part «un accueil assez mitigé» à ce budget et se dit très inquiet des déficits annoncés pour les deux prochaines années. Il souligne que les membres de son organisation sont préoccupés par «ces dépenses de milliards qui vont dans toutes les directions» et il y voit «des éléments très politiques, qui donnent l'impression de ce que pourrait être un budget de Paul Martin sur la carte de crédit».

Claude Turcotte